

Les marchés publics de maîtrise d'œuvre en forte hausse au premier trimestre

Basile Delacorne, le 27/05/2021 à 15:32



Rénovation lourde d'immeubles collectifs aux Lilas (93), portée par le bailleur social Seqens (groupe Action Logement), en mars 2021. © B.D. pour Batiactu

MARCHÉS. On assiste au redécollage, au premier trimestre, des opérations lancées par des maîtres d'ouvrage publics. Un phénomène en partie attribuable au plan de relance, mais qui modifie, de ce fait, la proportion de marchés globaux par rapport aux marchés classiques.

La commande publique repart. C'est le constat très net que fait la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (MIQCP) dans la note trimestrielle de son Observatoire de la commande publique de maîtrise d'œuvre en bâtiment et aménagement. Le premier trimestre 2021 a vu une "amplification" de la croissance des opérations, déjà esquissée fin 2020, à la fois en nombre et en volume. Avec 827 opérations sur trois mois, elle augmente de 41,7% ce trimestre, après +3,3% au trimestre précédent. En volume, La commande publique du trimestre correspond à une production théorique de travaux de 1,71 milliards d'euros par mois, bien au-dessus de celle du trimestre précédent (1,16 milliards) dans une progression supérieure à 46%.

De ce point de vue, *"un nouveau cycle caractérisé par une activité tout à fait élevée semble suivre le cycle lié à la crise sanitaire"*, écrit la MIQCP, qui s'interroge également sur un *"effet de rattrapage, de reprise après les élections locales"*, ou encore *"du plan de relance"*.

Les personnes publiques à l'origine de cet afflux d'opérations nouvelles est notamment le fait de l'Etat et de ses opérateurs, note l'observatoire, puisque leur part passe de moins de 15% à près de 20%. Le bloc local reste très majoritaire avec un peu plus de 45% (en baisse de trois points), quand les organismes de logement social se maintiennent au-dessus de 5%.

Certaines régions sont plus dynamiques

S'agissant de distribution régionale de l'activité, les Hauts de France, la [Normandie](#) et la région Sud ([Paca](#)) confirment une présence accrue sur la scène nationale. Ces trois régions sont restées particulièrement dynamiques durant la période de crise sanitaire ; elles le demeurent en sortie de crise. En symétrie, les régions [Bretagne](#) et Pays de la Loire *"confirment à ce moment un repli à cette même échelle, remarquable déjà au cours de l'année 2020"*.

Oscillant entre renforcement de présence et affaiblissement de celle-ci au regard de la situation de référence et selon les points trimestriels, les autres régions ne sont pas caractérisées par une orientation aussi nette que les précédentes. Peut-on noter cependant que la région de Bourgogne Franche-Comté, et dans une moindre mesure celles d'Auvergne [Rhône-Alpes](#) et Centre-Val de Loire semblent marquées par une tendance au tassement relatif et que Grand-Est, Ile-de-France, Nouvelle [Aquitaine](#) et Occitanie sont vraisemblablement quant à elles les régions métropolitaines les plus stables s'agissant de leur poids respectif dans l'activité nationale de commande publique de maîtrise d'œuvre.

Le marché ordinaire toujours très dominant, les marchés globaux en hausse

S'agissant de types de marchés, la structure de la distribution entre les différentes modalités *"retrouve tendancielle celle d'avant la crise sanitaire"*, indique l'Observatoire. Le marché ordinaire de maîtrise d'œuvre, *"toujours très dominant"*, est passé de 83,4% au trimestre précédent à 81,4% ce trimestre, se rapprochant ainsi du niveau de 80,6% constaté au terme du dernier trimestre de 2019. On note par ailleurs que les marchés globaux (marchés de conception-réalisation, marchés globaux de performances et sectoriels) connaissent sur la période des niveaux élevés (6,7% pour les marchés de conception-réalisation, par exemple).

Le phénomène, vraisemblablement lié à l'encouragement gouvernemental à opter pour ce type de marchés dans le cadre de la mise œuvre du volet immobilier du plan de relance, ne touche pas que les plus grosses opérations, puisque la MIQCP constate une évolution du recours aux marchés globaux dans l'administration des marchés passés selon une procédure adaptée.

Ceux qui aboutissaient à un marché global représentaient 4% des opérations fin 2019 (trimestre de référence, avant la crise) ; ils représentent 5,3% des occurrences constatées pour le présent trimestre.

S'agissant de procédures de passation, justement, la structure de la distribution entre les différentes modalités reste celle qui s'est dégagée avec la crise sanitaire en cours, comparativement à antérieurement à la crise. Elle est marquée par une surreprésentation des marchés à procédure adaptée (Mapa) (36,8% contre 33,7%) et appels d'offres (21,2% contre 18%), et une sous-représentation des procédures avec négociation (16,2% contre 18%) et des concours (22,5% contre 26,5%).

Pas de locomotives parmi les plus grosses opérations

L'observation des éléments financiers attachés aux vingt plus grosses opérations *"vient nuancer"* le constat de la MIQCP d'une nette reprise. La valeur moyenne des travaux de celles-ci retrouve certes le niveau d'avant crise sanitaire, à 42 millions d'euros contre 43 millions et excède notablement celle du trimestre précédent, qui était de seulement 11 millions d'euros. Mais l'Observatoire ne relève pas de singularité dans ce corpus particulier, c'est-à-dire de très grosses opérations d'un montant largement supérieur à 100 millions d'euros par exemple, susceptibles d'agir pour le secteur d'activités comme des *"locomotives de création d'emploi de long terme, d'emblèmes d'attractivité pour l'investissement immobilier ou de laboratoires médiatisés d'innovation"*.

Le plus gros marché lancé au premier trimestre est celui de la ville de Cannes pour la *"modernisation et la sécurisation de la Croisette"* (95 millions d'euros HT), suivi de l'aménagement des espaces publics de Zac de la Solidéo (83 millions), et d'un marché du ministère de la Justice pour un tribunal (71 millions d'euros).